

**IV. – L'article 7 de la loi n° 45-1775 du 30 septembre 1947 portant statut de la coopération est complété par un alinéa ainsi rédigé :**

**« Les articles L. 200-10 à L. 200-12 de même code sont applicables aux coopératives régies par la présente loi. »**

**Commentaire (substantif)**  
Annexe n° 100

#### **Article 44 (nouveau)**

- ① I. – Le fonds de **patrimoine** est constitué par l'apport gratuit et indivisible des titres de capital ou de parts sociales d'une ou de plusieurs sociétés exerçant une activité industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, établis par un ou plusieurs fondateurs afin que ce fonds les gère, exerce les droits qui y sont attachés et utilise ses ressources dans le but de contribuer à la prospérité économique de cette ou de ces sociétés et puisse réaliser ou financer des œuvres ou des missions d'intérêt général.
- ② II. – Les statuts doivent être établis par écrit. Ils déterminent notamment la dénomination, l'objet, le siège et les modalités de fonctionnement du fonds de **patrimoine** ainsi que la composition, les conditions de nomination et de renouvellement du conseil d'administration et du comité de gestion mentionné au VII.
- ③ L'objet comprend l'indication des principes et objectifs applicables à la gestion des titres ou parts de la ou des sociétés mentionnées au I, à l'exercice des droits qui y sont attachés et à l'utilisation des ressources du fonds, ainsi que l'indication des actions envisagées dans ce cadre.
- ④ Il comprend également, le cas échéant, l'indication des œuvres ou des missions d'intérêt général qu'il entend réaliser ou financer.
- ⑤ Les statuts définissent les modalités selon lesquelles ils peuvent être modifiés. Toutefois, la modification de l'objet ne peut être décidée après deux délibérations du conseil d'administration, réunissant au moins les deux tiers des membres. Pour le calcul du quorum, ne sont pris en compte les membres représentés. Ces délibérations doivent être prises à deux mois au moins et six mois au plus d'intervalle et à la majorité des deux tiers des membres ou membres présents ou représentés.
- ⑥ III. – Le fonds de **patrimoine** est déclaré à la préfecture du département dans le ressort duquel il a son siège social. Cette déclaration est assortie du dépôt de ses statuts, auxquels est annexée l'indication des titres ou parts sociales mobilisables par application du IV. Ces documents font l'objet d'une publication dans des conditions fixées par décret.

**Commentaire (substantif)**  
Annexe n° 100 et  
Annexe n° 101

**Commentaire (substantif)**  
Annexe n° 100 et  
Annexe n° 101

**Commentaire (substantif)**  
Annexe n° 100 et  
Annexe n° 101